



Since January 2020 Elsevier has created a COVID-19 resource centre with free information in English and Mandarin on the novel coronavirus COVID-19. The COVID-19 resource centre is hosted on Elsevier Connect, the company's public news and information website.

Elsevier hereby grants permission to make all its COVID-19-related research that is available on the COVID-19 resource centre - including this research content - immediately available in PubMed Central and other publicly funded repositories, such as the WHO COVID database with rights for unrestricted research re-use and analyses in any form or by any means with acknowledgement of the original source. These permissions are granted for free by Elsevier for as long as the COVID-19 resource centre remains active.

¹ Institut national d'études démographiques, Ined, Unité "Santé et droits sexuels et reproductifs" – UR14, Aubervilliers, France

² Université Paris-Saclay, UVSQ, Inserm, CESP, 94807, Villejuif, France

³ Santé publique France, direction de la prévention et de la promotion de la santé, Unité de santé sexuelle, Saint-Maurice, France

⁴ Agence régionale de santé Normandie, Caen, France

*Auteur correspondant.

E-mail address: juliette.congy@ined.fr

Introduction : La contraception est utilisée par la plupart de femmes en âge reproductif. Néanmoins, la mesure de l'utilisation de contraceptifs est réduite car elle repose sur les enquêtes en population générale d'effectifs limités et qui sont conduites à plusieurs années d'intervalle. Les données administratives de santé fournissent des informations exhaustives et continues dans le temps pour chaque contraceptif remboursé. Même si ces données administratives ne sont pas recueillies initialement dans un but de recherche, elles pourraient être une source prometteuse pour mesurer l'usage des contraceptifs médicalisés. L'objectif était d'évaluer la pertinence des données administratives pour mesurer l'utilisation de contraceptifs en comparant les résultats de ces données à celles de la dernière enquête en population générale.

Méthodes : Les données administratives de santé contiennent les remboursements de l'Assurance maladie en France. Nous avons sélectionné les femmes âgées de 15 à 49 ans vivant en France métropolitaine, correspondant à la population étudiée dans l'enquête du Baromètre santé (n=4508). La prévalence de l'usage des contraceptifs a été estimée et comparée à celle observée dans le Baromètre santé.

Résultats : En 2019, 14,7 millions de femmes âgées de 15-49 ans vivant en France métropolitaine étaient présentes dans la base de remboursement de l'Assurance maladie. Parmi ces femmes, 25,8 % utilisaient la pilule, 17,2 % utilisaient un DIU (7,5 % DIU hormonal ; 9,7 un DIU au cuivre), et 3,0 % un implant contraceptif. Les prévalences étaient très proches de celles observées dans le Baromètre santé. L'utilisation de contraceptif varie largement avec l'âge de la femme. Les femmes de 20 à 24 ans comparées à celles ayant entre 30 et 34 ans, utilisaient plus souvent la pilule (respectivement 43,6 %, 21,3 %) et moins souvent le DIU (respectivement 24,3 %, 7,5 %).

Discussion/Conclusion : Ces données administratives permettent une mesure de l'utilisation de contraceptif cohérente avec les données d'enquêtes, permettant une exploration détaillée des différents types de contraceptifs. Avec ces données administratives, il sera possible de suivre l'utilisation de chaque contraceptif médicalisé à travers le temps dans la population française.

Mots-clés : Contraception, Prévalence, DIU, Implant contraceptif

Déclaration de liens d'intérêts : Les auteurs déclarent ne pas avoir de liens d'intérêts.

<https://doi.org/10.1016/j.respe.2022.01.094>

C3-5

Impact de l'épidémie COVID-19 sur l'utilisation des contraceptifs en France en 2020 et jusqu'en avril 2021

N. Roland^{1,2,*}, L. Duranteau³, F. Cuenot¹, R. Dray-Spira¹, A. Weill¹, M. Zureik^{1,2}

¹ EPI-PHARE, Pharmacopépidémiologie, ANSM, Saint Denis, France

² CESP, Inserm U1018, Echappement aux anti-infectieux et pharmacopépidémiologie, Villejuif, France

³ Service d'endocrinologie et diabète de l'enfant, Hôpital Bicêtre, GHU AP-HP, Université Paris Saclay, Le Kremlin Bicêtre, France

*Auteur correspondant.

E-mail address: noemie.roland@ansm.sante.fr

Introduction : Des difficultés d'accès aux services de santé sexuelle ont été rapportées dans le monde entier pendant l'épidémie de COVID-19. En France, les trois confinements ainsi que les couvre-feux ont pu modifier l'accès aux contraceptifs et leur utilisation.

Méthodes : Nous avons mené une étude observationnelle nationale grâce aux données de remboursement du Système national des données de santé (SNDS), qui couvre 99,5 % de la population française. Nous avons extrait le nombre de délivrances de contraception orale (CO, progestatifs et contraception oestroprogestative remboursée), de contraception d'urgence (CU), de dispositifs intra-utérins en cuivre (DIU-C) et hormonaux (DIU-H) et d'implants contraceptifs en 2018, 2019, 2020 et au premier quadrimestre de 2021. Nous avons calculé les nombres attendus de consommation de chacune de ces contraceptions en 2020 et 2021, en se basant sur les utilisations de 2018 et 2019, et en tenant compte des jours fériés et des tendances annuelles de consommations. Nous avons comparé les chiffres observés et attendus par contraceptif et par âge d'utilisatrices (âge ≤ 25 ans, entre 25 et 35 ans, > à 35 ans).

Résultats : L'usage des contraceptifs a diminué de façon globale par rapport à l'attendu après 15 mois de pandémie : -2,0 % pour la CO, -5,0 % pour la CU, -9,5 % pour les DIU-H, -8,6 % pour les DIU-C, et -16,4 % pour l'implant. La baisse d'utilisation a concerné majoritairement les femmes âgées de moins de 25 ans. Un phénomène de stockage de la CO a été observé au début des deux premiers confinements.

Discussion/Conclusion : Il existe une différence d'impact selon les contraceptifs, les degrés de restriction et les âges des consommatrices. La baisse d'utilisation des contraceptifs peut être expliquée partiellement par la baisse des interactions sociales notamment chez les plus jeunes. Même si les chiffres d'interruption volontaire de grossesse sont stables en 2020, l'accès à la contraception doit être une priorité de santé publique pour limiter l'impact de la pandémie sur le taux de grossesses non désirées.

Mots-clés : Contraception, COVID-19, Pharmacopépidémiologie

Déclaration de liens d'intérêts : Les auteurs déclarent ne pas avoir de liens d'intérêts.

<https://doi.org/10.1016/j.respe.2022.01.095>

C3-6

Utilisation des dispositifs intra-utérins en 2019 et taux de continuation un an après en France : une étude nationale observationnelle en vie réelle

N. Roland^{1,2,*}, B. Barricault¹, R. Dray-Spira¹, A. Weill¹, L. Duranteau³, M. Zureik^{1,2}

¹ EPI-PHARE, Pharmacopépidémiologie, ANSM, Saint Denis, France

² CESP, Inserm U1018, Echappement aux anti-infectieux et pharmacopépidémiologie, Villejuif, France

³ Service d'endocrinologie et diabète de l'enfant, Hôpital Bicêtre, GHU AP-HP, Université Paris Saclay, Le Kremlin Bicêtre, France

*Auteur correspondant.

E-mail address: noemie.roland@ansm.sante.fr

Introduction : Depuis la « crise de la pilule » en 2012, le nombre d'utilisatrices de contraception intra-utérine en France ne fait qu'augmenter. Mais les usages des dispositifs intra-utérins en Cuivre (DIU-C) et hormonaux (DIU-H) n'ont jamais été étudiés séparément et dans des conditions réelles d'utilisation en France. Nous avons étudié l'association entre le choix du DIU et les caractéristiques des utilisatrices, et les déterminants de l'utilisation des DIU un an après leur délivrance.

Méthodes : Nous avons extrait toutes les délivrances de DIU-C et DIU-H chez les femmes de 13 à 49 ans dans le Système national des